

**Politique de protection des données personnelles
Utilisation des données personnelles par la Caisse Régionale**

L'objectif de cette « politique de protection des données personnelles » est de vous informer sur les traitements que nous, Caisse Régionale, opérons sur les données personnelles que nous collectons auprès de vous. Ces traitements nous permettent, entre autres, d'assurer auprès de vous la promotion ou la fourniture de nos différents produits et services.

Cette « politique de protection des données personnelles » complète l'information que nous vous délivrons dans les contrats que vous avez conclus avec nous. En cas de contradiction entre les dispositions de cette « politique de protection des données personnelles » et les dispositions de ces contrats, les dispositions de ces contrats prévaudront.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation et pour le fonctionnement de votre compte sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous, notamment votre compte bancaire
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Vous trouverez ci-dessous une information détaillée sur les traitements que nous réalisons sur vos données personnelles, notamment concernant :

- les finalités des traitements,
- les bases légales permettant leur traitement,
- leurs durées de conservation,
- leurs destinataires,
- leurs provenances lorsque certaines données n'ont pas été directement collectées par la Caisse Régionale,
- le cas échéant, leur transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, et les mesures mises en place pour s'assurer de leur protection dans ces pays (existence d'une décision d'adéquation de la Commission européenne ou de garanties appropriées mises en œuvre dans le cadre de ce transfert).

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie Seine
Service voix des clients et qualité
CS 70800
76238 BOIS-GUILLAUME CEDEX

Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pourrez contacter aux adresses suivantes :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie Seine

DPO

CS 70800

76238 BOIS-GUILLAUME CEDEX

ou

dpo@ca-normandie-seine.fr

Vous pouvez, en cas de contestation, former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Certains traitements spécifiques ou qui concernent un nombre limité de clients ne sont pas mentionnés dans cette politique de protection des données. Ils font alors l'objet d'une information particulière aux clients concernés par le biais de moyens de communication appropriés.

Finalité 1. Gestion des clients ainsi que de l'ensemble des produits et des services bancaires et assurantiels offerts par la Caisse Régionale

Description générale de la finalité : La gestion du compte du client et des autres produits souscrits auprès de la Caisse Régionale, notamment le traitement des opérations bancaires, la mise à disposition des moyens de paiement et plus généralement l'ensemble des opérations relatives au compte ou aux produits souscrits ainsi que la gestion de la relation entre le client et la Caisse Régionale.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
1.1 Souscription et ouverture du compte (y compris la mise à disposition des	Nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel le client est partie	Cinq (5) ans**** à compter de : - l'opération pour les données relatives à	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, CAMF, CAMCA, AVEM, CACF, CA-		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :	

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

moyens de paiement) et des autres produits et services		cette opération - la fin du contrat pour les données relatives à ce contrat	Titres, filiales informatiques) ; - La ou les compagnies d'assurance partenaire(s) du Groupe Crédit Agricole (filiale ou non du Groupe Crédit Agricole) ainsi que les sociétés concevant ou et/ou gérant les produits et services distribués par la Caisse régionale (filiale ou non du Groupe Crédit Agricole) ; - Les prestataires façonniers		- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, AVEM) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Banque de France) Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion	
1.2 Gestion du compte et des autres produits et services (y compris le traitement des opérations et la tarification)	Nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel le client est partie	Cinq (5) ans**** à compter de : - l'opération pour les données relatives à cette opération - la fin du contrat pour les données relatives à ce contrat	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CATS, AVEM, CAPS, Pacifica, CAMCA CAEE, Prédica et Indosuez, CA Titres, Ca chèques, filiales informatiques) ; - Réseaux interbancaires; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont FGAS, Banque de France) ; - Les prestataires routeurs ;		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Filiale nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS) ; - Réseaux interbancaires ; - Autres banques ou assurances ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Banque de France) ; - Fournisseurs de services de	

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

			- Les prestataires externes (dont TESSI AVEM, ATOS, DGA Mobile, STETS)		<p>communication et routeurs (dont SPARKPOST, PROSODIE, Netsize, ACCENGAGE)</p> <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion 	
1.3 Gestion de la communication et des informations délivrées au client au titre du compte et des autres produits et services	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	<p>Cinq (5) ans**** à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la communication du message pour les données relatives à ce message - de la fin de la relation commerciale pour les données relatives à la relation commerciale avec le client 	<ul style="list-style-type: none"> - Les administrateurs des Caisses Régionales - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques et le centre Communication Multimédia) ; - Les prestataires routeurs 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont Cofilmo, Edokial, Car Print) ; - Prestataires routeurs - Fournisseurs de services informatiques et de communication (dont IBM, SPARKPOST, PROSODIE, Netsize, ACCENGAGE) <p>Ces données relèvent des catégories</p>	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'assurer la communication avec les clients dans le cadre de leurs relations contractuelles***

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

					<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières 	
<p>1.4 Traitement des changements de situation du client ayant un impact sur la gestion du compte et des autres produits et services (y compris la clôture des produits et services)</p>	<p>Nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel le client est partie</p>	<p>Cinq (5) ans**** à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'opération pour les données relatives à cette opération - la fin du contrat pour les données relatives à ce contrat 	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Banque de France, Direction Générale des Impôts) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont Edokial) ; - Prestataires externes (dont Quicksign, Resocom) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion 	
<p>1.5 Respect des obligations légales et réglementaires liées à la gestion du compte et des autres produits</p>	<p>Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires</p>	<p>Cinq (5) ans**** à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'opération pour les données relatives à cette opération - la fin du contrat pour 	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont les autres Caisses Régionales, les autres banques, Prédica, 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres banques ou assurances 	

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

et services		les données relatives à ce contrat	CAMCA, filiales informatiques) ; - Les organismes de caution (dont BEI) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont BPI) ; - Les prestataires transporteurs de fonds ; - Officiers ministériels (dont notaires) ; - Services de prévoyance et garantie obsèques (dont Auxia)		- Collectivités territoriales (dont mairies) ; - Officiers ministériels (dont notaires) Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion	
1.6 Traitement des incidents liés aux opérations sur le compte	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	Cinq (5) ans**** à compter de l'incident	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont AVEM, CAPS, CA-Chèques, filiales informatiques) ; - La banque du remettant		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS et AVEM) Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Informations financières	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est de traiter les incidents, de se protéger contre ceux-ci et de prévenir les personnes concernées (clients ou tiers)***

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

**** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document en adressant une demande à l'adresse suivante : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie Seine, DPO, CS 70800, 76238 BOIS-GUILLAUME CEDEX ou à l'adresse internet suivante : dpo@ca-normandie-seine.fr**

***** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice)**

****** Sous réserve de l'application de durées légales de conservation ou de prescription plus longues**

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Finalité 2. Recouvrement, gestion du contentieux et de la preuve

Description générale de la finalité : Ensemble de procédures utilisées pour récupérer les sommes dues par le débiteur.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
2.1 Recouvrement / relation client	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	Cinq (5) ans**** à compter de l'événement déclencheur lié au recouvrement	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CACF, CAAGIS, CAMCA, Crédit logement, filiales informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont BPI, tribunaux) ; - Officiers ministériels et auxiliaires de justice (dont huissiers, avocats) - Sociétés de recouvrement et agents de recherche privée ; - Associés SCI ; - Mandataires liquidateurs ; - Cautions ; - France active 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestataires externes fournissant une évaluation des biens ou une recherche d'adresse ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont tribunaux de commerce, BODACC) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières 	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est de procéder au recouvrement de ses créances ou de former des demandes en justice pour la protection de ses intérêts ou ceux des clients***

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

**** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document en adressant une demande à l'adresse suivante : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie Seine, DPO, CS 70800, 76238 BOIS-GUILLAUME CEDEX ou à l'adresse internet suivante : dpo@ca-normandie-seine.fr**

***** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice)**

****** Sous réserve de l'application de durées légales de conservation ou de prescription plus longues**

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Finalité 3. Prospection et animation commerciale

Description générale de la finalité : Développer la relation client et les offres, connaître et fidéliser les clients.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
3.1 Envoi d'une communication commerciale personnalisée	Consentement du client ou du prospect pour les communications par voie électronique (mail, SMS ou automate d'appel)* Intérêt légitime de la Caisse Régionale pour les autres cas, notamment pour les communications par voie postale ou téléphonique, ou les communications par voie électronique portant sur des produits et services analogues à ceux déjà souscrits	Trois (3) ans à compter de : - la fin de la relation commerciale pour les clients - de la dernière communication pour les prospects	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques) ; - Les prestataires routeurs ; - Les prestataires télécoms (dont opérateurs télécoms, fournisseurs d'accès internes)		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole ; - Fournisseurs de services informatiques et de communication (dont IBM, SPARKPOST, PROSODIE) Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Donnée de connexion	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est de réaliser des opérations de prospection commerciale auprès de ses clients et prospects***
3.2 Gérer la relation client / prospect	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	Trois (3) ans à compter de :	- Filiales nationales ou régionales du Groupe		La Caisse Régionale a pu obtenir la	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
		<ul style="list-style-type: none"> - la fin de la relation commerciale pour les clients - de la dernière communication pour les prospects 	Crédit Agricole (dont filiales informatiques)		<p>communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestataires externes dans le cadre de la préparation des entretiens <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières 	d'assurer une relation optimale avec les clients et prospects***
3.3 Pilotage des activités marketing, élaboration de nouvelles offres	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	<p>Trois (3) ans à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fin de la relation commerciale pour les clients - de la dernière communication pour les prospects 	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont le centre de services partagés CSP, la Fédération Nationale du Crédit Agricole, filiales informatiques) ; - Les prestataires 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole ; - Prestataires fournisseurs 	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'optimiser son efficacité commerciale, à travers par exemple l'élaboration de nouvelles offres adaptées au marché***

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
			externes		<p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion 	
3.4 Proposition d'offres et services personnalisés	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	<p>Trois (3) ans à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fin de la relation commerciale pour les clients - de la dernière communication pour les prospects 	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont Prédica, Amundi, CACF, le centre de services partagés CSP, filiales informatiques) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CACF) ; - Prestataires externes <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion (logs, traces, cookies) 	<p>L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'améliorer sa connaissance des clients et prospects afin de mieux concevoir et cibler ses offres***</p>

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
3.5 Utilisation des données de navigation à des fins publicitaire ou d'enrichissement de la connaissance clients / prospects	Consentement de l'utilisateur*	Douze (12) mois à compter du dépôt des cookies dans l'équipement terminal de l'utilisateur	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)	Etats-Unis - Décision d'exécution (UE) 2016/1250 de la Commission Européenne du 12 juillet 2016 autorisant le transfert de données personnelles vers les entreprises situées sur le territoire américain ayant adhérées au programme Privacy Shield		

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document *en adressant une demande à l'adresse suivante : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie Seine, DPO, CS 70800, 76238 BOIS-GUILLAUME CEDEX* ou à l'adresse internet suivante : dpo@ca-normandie-seine.fr

*** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (*sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice*)

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Finalité 4. Evaluation et gestion du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude

Description générale de la finalité : Maîtriser les Risques et la Finance, assurer et piloter le Contrôle Interne et la conformité.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
4.1 Déclarations auprès de tiers habilités	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont GIE COBALT, filiales informatiques)			
4.2 Elaborer et valider le modèle de cotation des risques de défaut	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)			
4.3 Gestion de la conformité	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA;	

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
			filiales informatiques)		Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Informations financières	
4.4 Gestion du risque	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CACF, GIE COBALT, GIE CASIHA, filiales informatiques)		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole ; - Centres de gestion des liasses fiscales Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie professionnelle	

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
					- Informations financières - Données de connexion	
4.5 Prévention des risques de défaillance	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	Trois (3) mois à compter du retard de paiement	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)			L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est de prévenir les risques de défaillance afin d'assurer sa sécurité financière***
4.6 Prévention, détection et gestion de la fraude	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Professionnelle - Donnée de connexion	
4.7 Sécurité des personnes et des	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	3 mois	- Les prestataires externes			L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'assurer la sécurité des

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
biens						clients, prospects et de ses collaborateurs, ainsi que de ses biens et de ceux des clients, prospects et de ses collaborateurs***

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document *en adressant une demande à l'adresse suivante : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie Seine, DPO, CS 70800, 76238 BOIS-GUILLAUME CEDEX* ou à l'adresse internet suivante : dpo@ca-normandie-seine.fr

*** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (*sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice*)

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Finalité 5. Respect des obligations légales et réglementaires notamment dans la lutte contre le blanchiment

Description générale de la finalité : Produire les déclaratifs réglementaires, assurer la sécurité financière.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
5.1 Déclarations auprès de tiers habilités	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA ; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, filiales informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (Banque de France, Direction Générale des Impôts) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, Ca-titres, PREDICA) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Banque de France) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie personnelle - Vie professionnelle - Donnée de connexion - Informations financières 	

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
5.2 Détection et traitement des abus de marché	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA ; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CA-Titres, filiales informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Autorité des Marchés Financiers)			
5.3 Gestion du risque	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont GIE COBALT, filiales informatiques)			
5.4 LAB / LAT / Sanctions internationales	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA ; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, filiales		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA ;	

**POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES EN VIGUEUR AU 23 JUILLET 2018
UTILISATION DES DONNEES PERSONNELLES PAR LA CAISSE REGIONALE**

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
			informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Tracfin)		- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Tracfin) Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières	

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document en adressant une demande à l'adresse suivante : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie Seine, DPO, CS 70800, 76238 BOIS-GUILLAUME CEDEX ou à l'adresse internet suivante : dpo@ca-normandie-seine.fr

*** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice)